



Rives méditerranéennes

18 | 2004

Comités de surveillance et pouvoir révolutionnaire

Avant-propos

Michel Vovelle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/563>

DOI : 10.4000/rives.563

ISBN : 978-2-8218-0034-2

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2004

Pagination : 7-10

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Michel Vovelle, « Avant-propos », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 18 | 2004, mis en ligne le 06 décembre 2006, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/563> ; DOI : 10.4000/rives.563

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

© Tous droits réservés

Avant-propos

Michel Vovelle

- 1 L'étude des comités de surveillance n'a guère retenu l'attention des chercheurs jusqu'à une date récente, à l'exception de quelques monographies classiques. Ces instances locales du gouvernement révolutionnaire en l'an II étaient évoquées à propos des listes de suspects, l'une de leurs attributions, mais leur rôle politique comme la réalité même de leur implantation restent fort méconnus.
- 2 L'intérêt porté aux supports et aux acteurs de la politisation dans l'espace français en Révolution a conduit à l'ouverture de nouveaux chantiers, dont le plus fécond peut-être dans les dernières décennies a été l'enquête désormais virtuellement exhaustive sur les sociétés populaires, expression de la nouvelle sociabilité politique. Ce n'est pas par simple esprit d'imitation que ce précédent a engagé à s'interroger, avec des objectifs communs ou spécifiques, sur le réseau des comités de surveillance. Mais à l'heure où les représentants en mission (sujets d'une autre enquête collective) sillonnent l'espace français, leurs partenaires, à l'échelle des communes, se présentent comme la triade municipalités (et/ou agents nationaux), sociétés populaires, et comités de surveillance, associés en une symbiose dont les équilibres internes sont incertains. Au delà de leur mission stricte de surveillance, quel est le poids et l'influence réelle des comités de surveillance ? Faute d'un inventaire comparable à celui des sociétés populaires, quelques mesures indirectes peuvent donner des suggestions ; ainsi le décompte des adresses envoyées à la Convention entre le mois d'août 1793 et les lendemains de Thermidor, tel que nous l'avons établi dans notre « Géopolitique de la Révolution Française », dénote-t-il une ascension encore modeste mais continue de celles des comités de surveillance. Parti de rien ou presque à l'été 1793, leur pourcentage dans le flux global des adresses s'élève de 3 % entre nivôse et ventôse à près de 8 % en prairial, 8,3 % à la fin de fructidor. On est encore loin des 25, passés à 40 % plus ou moins des sociétés populaires, et des 25 réduits à moins de 20 % des municipalités : mais d'évidence les comités de surveillance se sont taillés une position à laquelle Thermidor mettra fin.
- 3 La carte de leur implantation telle qu'on peut la soupçonner à partir de ce modeste sondage privilégie la France du bassin parisien, prolongée jusqu'à la Bourgogne, mais

aussi le Midi aquitain et méditerranéen : conforme, pour autant qu'on puisse en juger, au profil global de la France qui manifeste son engagement en s'adressant à la Convention, en contrepoint des Frances du silence. Mais on peut relever que cette spatialisation est sensiblement différente de celles des sociétés populaires, privilégiant fortement le Midi, comme de celles des adresses des municipalités, autour de son épiscentre septentrional (encore qu'elle s'en rapproche plus).

- 4 Il y aurait imprudence à faire dire à ce coup de sonde à l'échelle macroscopique plus que les suggestions qu'il apporte et les pistes qu'il invite à prospecter directement sur le terrain. C'est sur cette voie que j'ai, dans mes dernières années d'exercice à l'Institut d'Histoire de la Révolution Française (1990-1993), engagé des étudiants de maîtrise dans le cadre de monographies départementales, alors qu'un autre chantier s'ouvrait à Rouen en Haute Normandie. Puis le relais a été pris avec vigueur par l'équipe des chercheurs aixois et de leurs élèves, cependant qu'un piquetage parfois déjà assez dense (ainsi dans le Nord-est) commence à couvrir l'espace français.
- 5 L'enquête est bien lancée, dont cette rencontre a souhaité fournir un bilan d'étape. Mais avant de passer (sans tarder) le relais, mesurons les difficultés qu'ont eu à affronter les premiers prospecteurs : les avantages apparents que cette enquête pourrait présenter par référence à celle des sociétés populaires, du fait du statut officiel des comités de surveillance qui les inscrit es qualités dans les fonds publics révolutionnaires, se révélaient pour partie illusoire, en raison du peu d'intérêt qui leur a souvent été porté dans les rubriques de la série L. Mais aussi, plus fondamentalement, on découvrait très vite que la mise en place de ces comités, par en haut, mais aussi par en bas, d'initiative locale, s'était faite au gré d'une législation évolutive, et d'une pratique incertaine à l'initiative des agents du pouvoir révolutionnaire. D'où les perplexités, à découvrir en tel site un dense réseau communal, alors que dans le département voisin il semble que la stratégie suivie ait privilégié presque exclusivement les comités de districts...
- 6 Telles hésitations sont aujourd'hui surmontées, ce qui ne veut point dire que tous les problèmes sont résolus : mais une confrontation des expériences, et un travail d'incitation et de coordination a été initié par le lancement en décembre 2001 d'une enquête sur les comités de surveillance par les chercheurs et chercheuses aixois, dans le cadre d'un programme de l'UMR TELEMME (CNRS-Université de Provence) qui porte plus largement sur les « Formes de domination et de contestation ». L'appel lancé alors par Martine Lapid et Jacques Guilhaumou a eu un réel écho comme on peut en juger par le programme de la rencontre tenue à Aix le 6 novembre 2002, riche d'une dizaine de communications de chercheurs nationaux (et internationaux...).
- 7 Le bilan, un état des lieux sans doute, est encourageant puisque la carte fait apparaître la présence d'études achevées dans une dizaine de départements, partielles ou en cours dans 18 autres : soit un tiers de l'espace français, ce qui exclut tout triomphalisme, mais l'enquête sur les sociétés populaires a connu elle aussi des débuts modestes. Une bibliographie des travaux imprimés ou inédits complète cette mise au point qui n'a rien de statique.
- 8 C'est à une demande problématique qu'invitait la circulaire préparatoire de Martine Lapid, mettant l'accent sur les points forts d'une étude thématique attentive aux modes d'articulation du pouvoir local sur les impulsions du pouvoir central, les lectures diversifiées de la loi, et les rapports de groupes dans l'espace politique, pour faire apparaître in fine les spécificités régionales.

- 9 Associant questionnements généraux et illustrations monographiques, les diverses interventions ont conduit à affiner, sans remettre en cause cette problématique, et si l'on peut dire, à lui donner du corps.
- 10 On a ainsi pu, (sans multiplier les exemples et en laissant au lecteur le soin de la découverte), confronter le modèle différent de départements dans la France méridionale – ainsi en Haute Normandie – où le réseau de comités de surveillance est sensiblement plus dense que celui de sociétés populaires, dont peut être il comble les vides... explication à coup sûr trop simple, alors que dans le Midi méditerranéen l'équilibre s'inverse dans un espace politique déjà précédemment saturé par l'omniprésence des sociétés populaires. Au niveau du décryptage, voilà qui sollicite l'intervention de paramètres aussi divers que la chronologie différente de la politisation locale, ou les structures du peuplement (France des villages/France du village urbanisé) et les héritages de sociabilité.
- 11 Qui détient le pouvoir au village ou au bourg en l'an II ? La question, formulée presque dans l'abstrait au début de ces pages à partir de trois cartes (municipalités, sociétés populaires, comités de surveillance), ne peut être valablement approfondie que par l'étude de terrain des rapports de force locaux – domination, tension, exclusion, connivence – qui eux-mêmes renvoient à ce que je désignerai, assumant mon archaïsme, à des rapports de classes.
- 12 D'où l'intérêt – qui ne reflète pas une curiosité sociographique passée de mode – d'analyser sur des bases assurées, souples et homogènes à la fois s'il est possible, la sociologie des acteurs : un problème dont on a débattu, et qui représente un préalable au même titre que la mise au point du corpus de référence des textes législatifs, ou d'application générale ou locale.
- 13 Mais il ne convient pas à l'auteur d'un avant-propos d'outre passer exagérément ses droits et son devoir : motiver chez le lecteur l'intérêt de la découverte.
- 14 La circulaire initiale de Martine Lapied posait comme un objectif de l'enquête la rédaction d'un ouvrage collectif. But louable assurément, et auquel il ne faut pas renoncer : mais plutôt deux fois qu'une. J'entends par là avec pleine conscience de mon irresponsabilité, qu'il convient dans la présente publication de faire connaître non seulement l'avancement des travaux et les discussions qu'ils ont fait naître, mais si possible d'en tirer des conclusions aptes à coordonner et dynamiser la recherche à venir. Viendra ensuite, en son temps, le bilan achevé, comme ce fut le cas pour les sociétés populaires. Deux ouvrages sur les comités de surveillance... est-ce bien raisonnable ? Pourquoi pas ? Parce qu'ils le valent bien comme diraient nos publicitaires.

INDEX

Mots-clés : histoire, politique, révolution

Index géographique : France

Index chronologique : Époque moderne

AUTEUR

MICHEL VOVELLE

Michel Vovelle est chercheur associé à l'UMR TELEMME.